

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)  
C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :  
France et Colonies : 6 mois, 140 fr.; 1 an, 280 fr.  
Autres pays : 6 mois 190 fr.; 1 an, 380 fr.

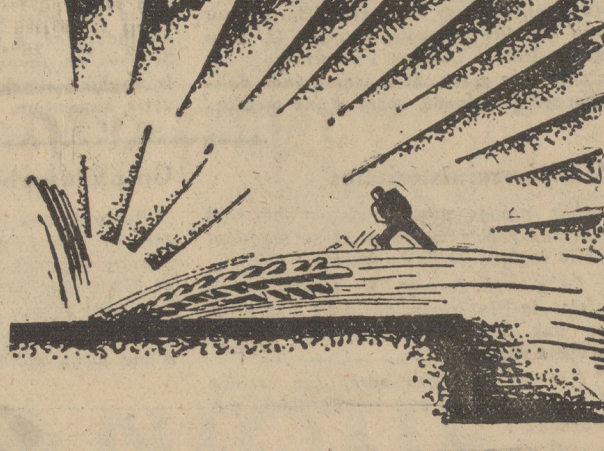
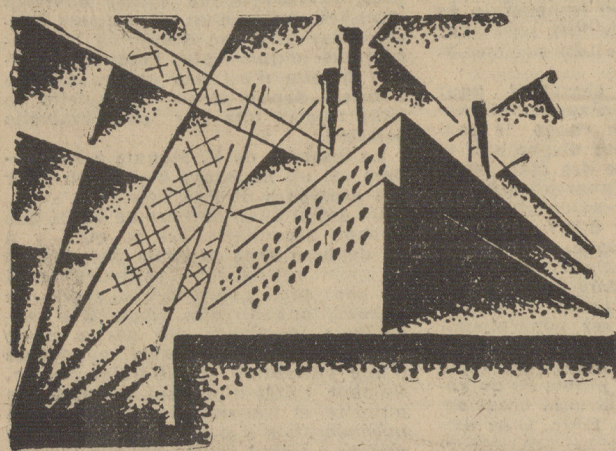
## Le "Richelieu" à Dakar :

Les noirs se mettent en grève, obtiennent le déblocage des salaires et "acclament" Vincent Borgniol.

## Le banquet :

Vingt-cinq convives se tordent dans d'affreuses coliques, indigestion attribuée à la mort-aux-rats.

# Un peuple qui en opprime d'autres ne peut être LIBRE !



## LE VRAI DANGER LE SEUL PROBLÈME

La presse des différents partis semble avoir trouvé un aliment de choix dans la naissance du R. P. F.

Pour les uns, les partis discréditent la France, se montrent incapables de gérer ses intérêts, de résoudre ses difficultés et De Gaulle fait figure d'homme providentiel.

Pour les autres, au contraire, De Gaulle est un aventurier dange-

reux, ennemi du progrès et de la démocratie.

Allons-nous, nous aussi, nous il-

luser au jeu décevant et dangereux des pronostics ?

Tout est possible : il est possible que le régime des partis se survive assez longtemps pour que De Gaulle s'use. Il est possible aussi, que profitant du découragement, de la lassitude des masses, la clique des généraux s'appuyant sur la réaction et une bonne partie des classes moyennes, réussisse à prendre le pouvoir. Non pas peut-être en mettant le peuple de son côté, mais en bénéficiant du moins de sa neutralité.

Il est possible aussi que les Staliniens profitent de l'agitation du R. P. F. comme d'un prétexte pour une contre-agitation conduisant au pouvoir.

Mais comme les chefs communistes ont peur d'être dépassés dans l'action par les masses, il est infiniment probable qu'ils vont user la combativité de leurs militants dans des protestations et manifest. tations trop répétées et trop calmes pour être efficaces.

Il est probable aussi que De Gaulle attendra, avant d'employer d'autres moyens, d'être APPELÉ légalement au pouvoir, à la suite de crises ministérielles impossibles à résoudre et accompagnées peut-être de dissolution de l'Assemblée.

MAIS CE QUI EST CERTAIN,

## Marché libre du tabac

Une tradition séculaire encourage les gardiens de la paix et des prisons à même que les inspecteurs chargés d'interrogatoires à frapper et injurier, généralement à dix contre un, les manifestants, délinquants, irogens, vagabonds, protestataires, suspects, prévenus ou détenus qui leur tombent entre les mains ou, sous les pieds.

Une autre tradition non moins respectable veut que la magistrature encourage au sport d'équipe, que la presse ferme les yeux et que les victimes se taisent.

Le Libertaire, considérant que de telles pratiques, aggravées par l'exemple des gestapos hitlériennes et des Ichéas staliniennes, mettent en danger la santé et la vie de tous les citoyens (coupables ou non d'infractions aux lois et décrets), ouvre une rubrique permanente des « potaches à tabac » où seront mentionnés les faits circonstanciés transmis par des lecteurs avec les preuves d'authenticité nécessaires.

La plus stricte discrétion sera observée relativement aux noms et adresses des intéressés, mais il ne sera tenu aucun compte des lettres anonymes.

Ne dites pas de mal de la police !

Il y a quelque temps, une famille marocaine signalait le cas d'un indigène à qui deux agents de police avaient tout simplement brûlé les pieds pour lui faire avouer où il avait déposé certains objets que le malheureux était censé avoir dérobés. Suites de l'affaire : infirmité permanente chez la victime, dommages-intérêts ridicules et quelques jours de prison infligés aux torionnaires émules de Lafont et Bonny.

Le 14 juillet dernier, c'est au poste de police de Bizerte que se déroula une scène du même genre, dont la victime fut le nommé Mahmoud ben Mohamed ben Rieh ben Mastoura — torturé par trois agents de la police locale tunisienne

(Suite page 24)

c'est que nous sommes en pleine désagrégation de la DEMOCRATIE POLITIQUE parce qu'elle ne répond plus à des réalités économiques.

La mort lente du capitalisme privé au profit d'un Etat tentaculaire, l'immatriculation minutieuse de tous les individus tant par le système des cartes de rationnement que par celui de la Sécurité Sociale, un étatisme rendant inutile l'initiative des travailleurs, la « collaboration » des partis ouvriers et de la centrale syndicale officielle et conséquemment la lassitude des masses ouvrières, tout cela prépare les voies d'un néo-fascisme. Il n'est qu'à relire les dispositions de la loi sur les conventions collectives (qui n'ont plus rien de commun avec celles de 1936) pour voir clairement qu'un pouvoir dictatorial n'aura pas à légitimer. Il lui suffira d'appliquer la législation totalitaire préparée par les « gauches ».

Le seul problème n'est donc pas de savoir si c'est l'équipe Thorez du P.C.F. ou la caste De Gaulle qui va prendre brutalement le pouvoir ou si le régime des partis va nous conduire peu à peu à un fascisme larvé.

Car LE VRAI DANGER, c'est qu'en absence d'une conscience révolutionnaire dans les masses, le fascisme est fatal parce que le totalitarisme économique ne peut laisser subsister qu'une caricature de démocratie.

Et cela est vrai aux Etats-Unis comme en France.

Le seul problème est donc celui de notre action et notre influence.

Car si nous nous interdisions toute prophétie, nous aurons une claire conscience des intérêts à défendre et des buts à atteindre.

D'abord, contre les entreprises totalitaires, D'OU QUELLES VIENNENT, défendre et par l'action directe les maigres libertés dont nous usons.

Mais surtout, au travers de cette lutte, faire saisir aux travailleurs que la seule solution est la prise de possession de tous les moyens de production, la construction du communisme libertaire, et que sans une révolution économique et sociale, les libertés déjà très limitées seront de plus en plus sujettes à disparaître.

Tout est donc de savoir si nous aurons très vite une influence prépondérante ou si les masses resteront sous l'effet du chloroforme des partis.

Cela peut passer pour de la prétention, mais il est vrai que l'avenir de la liberté est fonction de l'importance de la Fédération anarchiste.

Que nos militants soient des combattants de chaque instant, que nos amis nous appuient efficacement et nous pourrions agir. C'est le SEUL PROBLÈME.

**lib**



## “ L'Union Française ” DOIT ÊTRE REMPLACÉE PAR UNE Fédération des peuples SANS EXPLOITEURS ÉTRANGERS NI NATIONAUX

L'EMPIRE FRANÇAIS, dont M. Daladier parlait avec tant d'orgueil et qui rendait la France si vulnérable; cet empire qui n'a jamais fait que le bonheur des régimes de la Finance, la puissance des sbireurs fascistes, la gloire des chouchus et des mercenaires coupeurs de têtes, et la « prospérité » des mercantiles; cet empire grâce auquel la Commune de 1944 n'a pas eu lieu; cet empire d'où est issue l'armée de métier qui fit fiasco en 1940 et qui réoccupa militairement la métropole quatre ans plus tard, au nom des mêmes chefs, faisant ainsi de la France une colonie de ses colonies et la très humble vache à lait du fonctionnarisme impérial; cet empire enfin qu'il a fallu rebaptiser « Union Française » pour en faire tolérer l'existence pour quelques années ou quelques mois encore, par les soixante millions de sujets qui n'en veulent point et par les quarante millions de citoyens qui n'en veulent guère — cet empire est sur le point de disparaître.

On trouvera peut-être de mauvais goût que ne soit arrosé de larmes patriotiques ce malheur national, ce désastre frappant des centaines de milliers de budgets et de trafiquants de chair humaine; mais que l'on en veuille rire ou pleurer, les faits sont là.

Parmi nos gouvernants et apprentis gouvernants, il n'y en a pas un seul qui ne soit averti, en son âme et conscience, du fait que les carottes impériales sont cuites, et que le seul problème qui demeure, est de sauver la face, en tâchant de maintenir le prestige de l'Etat.

Le prestige en face de qui ? En face de nous-mêmes; afin de nous apprendre que s'il nous est loisible de nous débarrasser des diverses catégories de parasites sociaux (qui ne nous incommo-

dent pas moins à Dieppe ou à Perpignan, qu'à Biskra, Saigon, Tamatave ou Marrakech), il ne nous est pas possible d'éviter les frais sanglants de cette opération. L'Empire a son armée, son aviation, sa flotte, ses échafauds et ses bagnes. Il entend bien se servir de tout cela pour sauver l'honneur du pavillon, et montrer aux exploités que la liberté coûte des morts, des ruines, des destructions et des souffrances terribles. Chaque tête coupée de rebelle vietnamien, chaque paille malgache brûlée par un avion français, chaque Marocain éventré par un Sénégalais ou réciproquement, est une leçon de choses qui nous est offerte par nos maîtres — et souvent avec la peau des nôtres — pour éviter que la chute de l'Empire n'entraîne celle de l'Etat français.

Car la chute de l'Empire ne saurait se concevoir sans l'accompagnement d'un profond ébranlement de l'autorité dans la métropole. Au premier signal de déroute française en Indochine, à Madagascar ou sur le continent africain, il faudrait s'attendre à ce que se pose, en France même, la question du pouvoir.

Et l'on sait à qui appartient le beau rôle, lorsque le parlementarisme en faillite cherche un homme fort pour sauver et restaurer l'autorité de l'Etat. Le beau rôle appartient, infailliblement, à un militaire. Les défaites sont infiniment plus propices aux généraux que les victoires mêmes.

Ainsi, le jour où l'on sentira, dans la masse du public, que l'Empire français, dans son ensemble, est directement menacé, l'heure du général sera venue, et l'on aura recours à lui pour

(Suite page 2.)

## RÉFORME DE L'ÉTAT OU DES GÉNÉRAUX ?

LES plumeux de tous les partis continuent à se battre les flancs pour tâcher de résoudre des problèmes qu'ils savent, aussi bien que nous, être insolubles. Il s'agit en l'occurrence de replâtrer un vieux régime croûtant de toutes parts.

Laissons parler ici le bilan de l'électricité et du gaz nationalisés, et celui des charbonnages, également nationalisés, 12 milliards de déficit. A ce compte-là, il est permis de se demander quel prix nous devrions payer l'électricité, le charbon et le gaz afin d'amener les entreprises affectées à assainir leur trésorerie.

Le général de Gaulle ne voit qu'un remède pour sortir du marasme; et c'est la réforme de l'Etat, avec lui à la tête, naturellement. Nous, nous voudrions bien, A CONDITION QUE CE MOT DE RÉFORME SOIT INTERPRÉTÉ DANS LE SENS QUE LUI DONNENT LES MILITAIRES. Ex : cheval de réforme, prise en réforme, versement d'un officier supérieur dans les cadres de réforme, etc. : ce qui n'est bon à rien doit être mis au rancart. C'est ça qui nous en ferait des économies, mais le général, quoique militaire au premier chef — si nous osions dire — ne l'entend pas de cette oreille.

L'éditorial du journal « Combat », du 11 avril, émet à ce sujet de justes réflexions : « On ne redonnera pas à la France une réelle prospérité, dit-il, par la seule réforme de l'Etat. Et il cherche à son tour l'impossible remède. « Retour au libéralisme économique ! Hélas ! cette période est complètement révolue ». « Les libéraux, constate l'éditorialiste, depuis longtemps déjà, ont demandé à l'Etat de les protéger contre la concurrence. Ils ont instauré une fiscalité et introduit des réglementations qui favorisent les faibles aux dépens des forts. L'émulation a été freinée et, comme on l'a vu, l'économie française — dès avant la guerre — se trouvait en retard. Les trusts, de leur côté, éliminaient la concurrence dans leur domaine. Forts de leur monopole, ils ne procédaient pas toujours aux améliorations nécessaires. »

Il serait plus exact de dire qu'ils n'y procédaient jamais, et les consommateurs français savent aujourd'hui ce que ça leur coûte de se serrer la ceinture

pour se procurer des devises destinées à améliorer notre outillage national.

En conclusion, « Combat » propose un libéralisme concurrentiel supprimant définitivement les trusts, et une réforme fiscale favorisant le commerce, l'industrie et l'agriculture qui tendent à la modernisation, mais c'est après nous avoir fait observer que : « le progrès technique exige notamment la concentration des entreprises, des commerces et des exploitations rurales. Et alors, il y a bien un moyen : c'est l'étatisation et la contrainte policière à la manière russe ».

« Combat » ne veut donc pas de ce moyen, et c'est tout à son honneur ! Mais dans le régime libéral et concurrentiel, dont il nous parle, il y aurait inévitablement pas mal de compétiteurs éliminés; alors comment empêcher la formation des trusts ? Voudrait-on nous dire où commence un trust et où finit la libre concurrence ?

Par exemple, — dans l'épicerie. Les Maisons Potin et Damoy doivent-elles être considérées comme des trusts ? Pour le petit épicier cela ne fait pas de doute... La réelle difficulté réside dans le souci de concilier des intérêts trop absolument contradictoires. Ces intérêts groupés par affinités en de puissants syndicats sont les vrais responsables du marasme actuel, et il sont le produit naturel du régime capitaliste.

Le « bénéfice », pierre de touche du dit régime, ne subsiste que par l'organisation savamment rationalisée de la misère et de la faim.

Tandis que le progrès, sous toutes ses formes, tend à nous amener vers la surabondance de tous les produits sans exception, les tenants du « bénéfice par tous les moyens » se jettent au travers pour nous réduire à la portion congrue. Pour arriver à ce beau résultat, ils créent sans cesse de nouveaux parasites, augmentant ainsi chaque jour la somme de misère supportée par les travailleurs. Un tel état de choses ne peut être ni amélioré, ni encore moins changé avec des palliatifs plus ou moins ingénieux — qu'ils aient été inventés par des journalistes ou par des politiques.

Notre conclusion à nous ne saurait varier : une seule réforme s'impose, c'est la Révolution Libertaire.

## Ceux qu'il nous faut connaître

LES anarchistes ne peuvent, comme les membres des partis et des sectes politiques, se tenir à l'abri d'une formule de pensée dirigée, afin d'ignorer confortablement la pensée d'autrui. Ils ne peuvent s'enfermer dans des monopoles d'organisation, pour y décider une fois pour toutes : « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Mais voulant être les protagonistes de l'émancipation intégrale pour tous, contre toutes les formes économiques, politiques et religieuses qui restreignent la liberté humaine, ils ne peuvent (à moins de manquer à leur rôle) ni dissimuler la moindre partie de leur programme, ni s'arrêter à aucune formule de compromis. Par cela même, ils ont nécessairement l'envisager et de discuter clairement, telle quelle est, toute idéologie, toute activité qui se présente comme révolutionnaire, afin d'aller le plus possible au fond des problèmes posés et de dévoiler l'insuffisance des solutions « moyennes » qui se traduisent par une auto-limitation des droits de la responsabilité et des capacités de

l'homme individuel dans la société.

Dans la série d'articles qui fut ouverte par notre camarade Fontaine, en l'avant-dernier numéro de « Libertaire », nous comptons passer en revue, pour les examiner objectivement et nous définir à leur égard, diverses tendances organisées : celles qui peuvent être à bon droit considérées comme voisines de l'anarchisme et celles que l'on a prétendu assimiler avec notre mouvement dans un but de confusion ; celles qui représentent des achèvements positifs vers la conception libertaire intégrale et celles qui traduisent des régressions opportunistes vers une politique qu'il nous faut nécessairement désavouer.

La liste de ces courants et contre-courants est fort longue ; nous ne prétendons pas l'épuiser. Les plus faibles tendances numériquement ne sont pas toujours les moins importantes par le travail théorique qu'elles fournissent (et dont l'anarchisme comme tel doit tenir compte). Quant à la délimitation précise de la conception comme essentielle, qu'il soit bien entendu, une fois pour toutes, que l'espérance en une humanité libre, à nos yeux repose à chaque instant dans l'effort de tous ceux qui agissent effectivement en libertaires et en révolutionnaires dans le milieu social ; si nous croyons en la valeur de l'organisation spécifiquement antiautoritaire et si nous faisons appel en ce sens à tous ceux qui entendent penser et agir en révolutionnaires et en libertaires conséquents, ce n'est pas pour faire de la F.A.F. la détentrice d'une vérité absolue, mais pour qu'elle soit la résultante et le lien d'expérience des meilleurs efforts d'émancipation humaine, dans un lieu et à un moment donnés.

SUITE PAGE 2.

## CONTRE LA REPRESSION ET LA GUERRE

EN FRANCE  
AUX COLONIES  
ET DANS LE MONDE !

Vous serez à Wagram, le 25 Avril, à 20 h. 30

ORATEURS : FONTAINE — LAVOREL — RESPAUT — LAPEYRE











# LA C.N.T. ET LA CAMPAGNE GAULLISTE

ce mauvais garçon, 110. — William :  
set : Vent d'orage (rellé), 275. — O. Dul-  
l'Enfer d'une étreinte, 50. — Respaut :  
chenwald, 150.

Cette liste annule toutes les précédentes.  
Aucun envoi n'est fait contre rembour-  
ment. Prière de joindre le montant à  
commande.

Adressez les fonds à Joulain Robert,  
quai de Valmy, C.C.P. Paris 5561-76.

Pour les frais d'expédition, joindre  
plus d'un prix indiqué ci-dessus le 2e  
livre et 2 fr. 50 par brochure.

ce mauvais garçon, 110. — William :  
set : Vent d'orage (rellé), 275. — O. Dul-  
l'Enfer d'une étreinte, 50. — Respaut :  
chenwald, 150.

Cette liste annule toutes les précédentes.  
Aucun envoi n'est fait contre rembour-  
ment. Prière de joindre le montant à  
commande.

Adressez les fonds à Joulain Robert,  
quai de Valmy, C.C.P. Paris 5561-76.

Pour les frais d'expédition, joindre  
plus d'un prix indiqué ci-dessus le 2e  
livre et 2 fr. 50 par brochure.